

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°205 du 28 Mai au 03 Juin 2020

PDCI - RDA

BÉDIÉ CANDIDAT UNIQUE

BAD

AKINWUMI ADESINA SOUS PRESSION

RÉOUVERTURE DES CLASSES

DES PARENTS INQUIETS



INCIVISME

CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Violations du code de la route, non-respect des lois, indiscipline etc., conduisent à de graves conséquences sans que les choses ne changent.



Yeqar

Découvrez cette nouvelle marque de prêt à porter moderne et chic. Les pièces sont faites avec une attention particulière aux détails.



Yeqar



+225 67 62 63 68



Yeqarshop

Made in Côte d'Ivoire

ÉDITO

L'après coronavirus

La crise inédite résultant de la pandémie du coronavirus devrait inciter les acteurs du monde globalisé à jeter les bases d'un « nouvel ordre mondial ». Rien ne sera plus ou ne devra plus être comme avant. L'après Covid-19 représente un horizon incertain tant l'infime virus a bouleversé l'équilibre du village planétaire. Un ordre nouveau implique non seulement des changements dans le mode de gouvernance mondiale, mais aussi et surtout des refondations et des mutations pour y introduire de nouveaux centres d'intérêt : préservation de la vie, meilleur partage des ressources et sauvegarde de l'environnement. La sortie de la crise actuelle constitue un moment de projection sur l'avenir pour en gérer, à court terme, les conséquences et, à partir de là, bâtir un monde nouveau. L'Afrique, au vu du rythme de circulation du virus dans le monde, n'est pas le continent le plus impacté. Mais elle doit s'affirmer au moment de la redistribution des cartes. En se présentant comme une opportunité et non un handicap pour un monde en refondation, ce continent pourrait, avec l'Europe, former un nouveau pôle. Cela implique au préalable certains arbitrages, avec idéalisme mais aussi réalisme, entre les enjeux et les défis de l'heure. L'économie mondiale pourrait rebondir dès 2021 à condition que tous les pays réussissent leur déconfinement. Contrairement à la crise de 2008, elle n'est née ni d'un déséquilibre au niveau de l'offre (pas de surproduction), ni de l'effondrement de la demande. De plus, la situation des banques est aujourd'hui beaucoup plus saine et les taux d'intérêt directs se situent à un niveau particulièrement bas. Le monde a désormais besoin d'une réelle sérénité, d'un nouvel ordre, d'une nouvelle cohérence et d'une refondation en termes de mode de gouvernance et de centres d'intérêt. Ce changement de paradigme ne peut s'opérer que si toutes les parties reconnaissent que le monde de demain doit devenir multipolaire.

FATHALLAH OUALALOU

LE CHIFFRE

500

Le nombre de panneaux publicitaires et affiches offert par afficheurs de Côte d'Ivoire pour la sensibilisation et la lutte contre la Covid-19.

ILS ONT DIT...

- « Le Costa Rica reconnaît officiellement l'égalité de mariage homosexuel. Aujourd'hui, nous célébrons la liberté, l'égalité et les institutions démocratiques. » **Carlos Alvarado**, président du Costa Rica, le lundi 25 mai.
- « Aucun système de santé au monde n'était prêt à faire face à une situation d'une telle ampleur. La particularité de celui de l'Algérie, c'est qu'il connaît des problèmes depuis des années, et que des réformes sont toujours en cours. » Docteur **Lyes Merabet**, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP).
- « D'après les constats qu'ils ont fait, nous reconnaissons que les élections se sont déroulées en général dans le calme mais nous déplorons beaucoup d'irrégularités quant à la liberté et à la transparence du processus électoral. » **Mgr Joachin Nderiyimana**, président du conseil des évêques catholiques Burundais., le mardi 26 mai.

UN JOUR UNE DATE

28 MAI 1991 : Renversment de Mengistu Haile Mariam et la chute du gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste.



Poulain du président sortant Pierre Nkurunziza, **Évariste Ndayishimiye** a remporté lundi 25 mai, l'élection présidentielle au Burundi.



En RDC, l'assemblée nationale a voté le lundi 25 mai pour la destitution de **Jean-Marc Kabund**, de son poste de premier vice-président du bureau de la chambre basse du Parlement.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



L'artiste guinéen, Mory Kanté, décédé vendredi dernier, a rejoint sa dernière demeure, le mardi 26 mai à Conakry. Un grand hommage lui a été rendu par la nation en présence de quelques personnalités.

INCIVISME À TOMBEAU OUVERT : CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES

Le tragique accident qui a coûté la vie à toute une famille à Cocody-Angré le 24 mai a révélé aux yeux de la Nation combien l'incivisme pouvait être dangereux pour autrui mais aussi pour soi-même. Ce n'est pas la première fois que d'innocentes personnes perdent la vie par la faute de fêtards sortant d'une virée nocturne ou de conducteurs qui n'ont pas de permis de conduire. Depuis plusieurs années, les autorités ivoiriennes sensibilisent pour que les lois votées et les mesures de sécurité édictées soient respectées à la lettre. Hélas, si les cas de désobéissance étaient déjà légion, l'avènement du nouveau coronavirus a mis en exergue l'indiscipline et l'insoumission d'une bonne frange des Ivoiriens. Des phénomènes aux conséquences parfois... dévastatrices.

RAPHAËL TANOÛ

Conduite en état d'ivresse, violation des règles sanitaires liées au coronavirus, excès de vitesse, défaut de permis de conduire, etc. L'accident de circulation qui a coûté samedi la vie au Professeur Laurence Adonis Koffi, à son époux et à son fils a montré aux Ivoiriens combien un acte d'incivisme, aussi banal soit-il, peut détruire des familles. Des enfants ne verront plus jamais leurs parents, des foyers seront privés de leur progéniture pour de nombreuses années et la communauté hospitalière et universitaire est sous le choc. Mais, surtout, ce drame démontre le laisser-aller notoire qui règne dans le respect des mesures de sécurité en Côte d'Ivoire. Comme le signifie Vamoussa Sylla, membre de la Coordisanté : « que vaut le taux d'alcoolémie sur nos routes ? Depuis combien de temps bafoue-t-on cette disposition, censée assurer aux citoyens la sécurité au volant ? Cela fait longtemps que les usagers conduisent en état d'ivresse au nez et à la barbe de tous. Le permis à points pour rayer du circuit les chauffards ? Il n'a jamais reçu l'adhésion des Ivoiriens. Le respect des mesures sanitaires liées au coronavirus ? Bafoué ! Depuis les vidéos postées sur les réseaux sociaux jusqu'aux témoignages, selon M. Sylla, la population

sait que de nombreux bars et boîtes de nuits n'ont jamais fermés pendant cette période. Le drame de ce samedi n'a été, à l'entendre, que la face visible de l'incivisme qui sévit dans les rues. Mais ça, la police le sait. Pratiques de contournement des différents corridors sécuritaires aux sorties d'Abidjan, fréquentations des lieux publics au détriment des consignes sanitaires, violation du couvre-feu, non-respect des règles de distanciation dans les transports publics... Le porte-parole de la police nationale, le commissaire Charlemagne Bleu, avait déjà sur sa liste noire un bon nombre d'actes d'incivisme qu'il a souvent dénoncés en public. Ces derniers jours, l'ouverture des bars clandestins et des boîtes de nuit en catimini est revenue très sou-

« Il faut éviter une justice sélective. Les passe-droits de la haute société doivent passer à la trappe. On a l'impression à un moment que l'État manque d'autorité. »

vent dans son point quotidien. **Dangers** « On est tous en danger », alerte Me Yacouba Doumbia, Président du Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH). Cependant, d'après lui, tout ceci n'a rien de nouveau. « Il a fallu malheureusement que ces actes d'incivisme coûtent la vie à de nombreuses personnes pour



Les actes d'incivisme conduisent très souvent à la mort en Côte d'Ivoire.

que tout le monde en prenne conscience. On a interdit l'ouverture des bars pendant cette période. L'accident de samedi nous montre que cela n'est pas respecté. Cela fait longtemps que l'alcool est interdit au volant. Une fois de plus, ce drame prouve que les gens conduisent même quand ils sont saouls. On n'a pas le droit de rouler sans permis de conduire. C'est pourtant ce qui s'est passé et qui a ôté la vie à des personnes

parce que la sanction ne suit pas ». Si les chiffres du coronavirus sont relativement satisfaisants pour l'instant en Côte d'Ivoire, beaucoup sont d'avis que cela n'a rien à voir avec le respect des règles sécuritaires et sanitaires, tant les actes d'incivisme relevés ces deux derniers mois sont nombreux. « Le gouvernement prend des mesures mais ne se donne pas les moyens de les faire appliquer. La vente de pain à la criée a

Repères

Moyenne des accidents de la circulation par an : **10 000** .occasionnant plus de **900** décès et plus de **12 000** blessés.

Seuil d'alcool autorisé : **0,8g** d'alcool pur par litre de sang.

Sanction en cas de conduite en état d'ivresse : **3** mois de suspension de permis.

vous une chose : là où il y a des lois, les gens tenteront toujours de les enfreindre », affirme Marius Comoé, Président de la Fédération des associations des consommateurs actifs de Côte d'Ivoire.

Conséquences D'après ces acteurs de la société civile, les fauteurs de troubles n'ont pas toujours l'occasion de voir les conséquences de leurs actes. L'accident de samedi l'a montré, hélas, dans toute son horreur. « On peut commencer un jour. On

peut décider de changer les choses. Partout les gens sont réfractaires. Mais si en Europe on respecte les lois, c'est parce que les sanctions sont rigoureuses », ajoute Marius Comoé. « Pour cela, il faut commencer par augmenter les amendes. Si vous faites payer 2 000 FCFA à quelqu'un qui est pris pour excès de vitesse, ce n'est pas dissuasif. Ensuite, si l'individu sait qu'il lui suffira de donner 1 000 FCFA au policier pour qu'il le laisse partir, ça l'est encore moins ». À ce sujet, selon le Président de la Fédération des associations de consommateurs actifs de Côte d'Ivoire, l'État doit agir à deux niveaux. D'abord rendre les amendes et contraventions contraignantes pour tous les réfractaires. « Et les associations de consommateurs sont d'accord, car il s'agit de sauver des vies », soutient-il. Ensuite, M. Comoé soulève un problème aussi vieux que l'incivisme lui-même : le racket. « Tant que les contre-

venants pourront s'en sortir en glissant un billet de 1000 FCFA à un policier, les lois ne serviront à rien », fait-il savoir. Un point de vue partagé par Me Yacouba Doumbia. « Il y a un élément qui a échappé aux gens dans le drame de samedi. L'un des auteurs de l'accident a pris le véhicule de ses parents et a provoqué la mort de nombreuses personnes. Les parents sont tout aussi fautifs. Les actes d'incivisme trouvent leurs germes souvent dans la cellule familiale », mentionne le défenseur des droits de l'homme. L'autre élément que Me Doumbia soulève, c'est la différenciation sociale dans l'application des lois. « Il faut éviter une justice sélective. Les passe-droits de la haute société doivent passer à la trappe. On a l'impression à un moment que l'État manque d'autorité », dit l'avocat. Mais le Procureur de la République, Adou Richard, ne l'entend pas de cette oreille. Pour M. Adou, les responsables du drame de samedi écoperont de peines d'emprisonnement allant jusqu'à 7 ans fermes. Les autorités policières, à travers le commissaire Charlemagne Bleu, ont promis d resserrer l'étau autour des contrevenants aux mesures prises pour protéger la population contre le coronavirus. Les cogérants du bar où le chauffard est allé boire, sont sous mandat de dépôt. « Tous ceux qui sont mêlés à ce drame doivent être punis comme il se le doit, sans exception », insiste Pkan Mouty, Secrétaire général de la Mutuelle des agents de santé du CHU de Yopougon, l'établissement sanitaire où travaillait le Professeur Adonis. La seule manière de préserver des vies est de veiller à l'application des lois, coûte que coûte. « Que ce soit le téléphone au volant, le Code de la route ou la fermeture des bars en période de coronavirus », précise Soumahoro Ben N'Faly, Président de la Fédération ivoirienne des consommateurs le Réveil (FICR). ■

3 QUESTIONS À



PKAN MOUTY

Secrétaire général de la Mutuelle des agents de santé du CHU de Yopougon

1 L'accident qui a coûté la vie à trois personnes le week-end dernier a révélé aux yeux de tous l'inconduite de certaines personnes face aux mesures de sécurité. Est-ce aussi le constat que vous avez fait ?

Par la faute de quelques individus, une famille a été détruite. Des gens qui menaient tranquillement leur vie, sans offenser personne. Et c'est une forme d'injustice que nous ressentons. Pourquoi des gens devraient-ils payer pour l'inconduite de certains? Nous avons été choqués ici. Toute la communauté des chercheurs est endeuillée. Et ce genre d'évènement ouvre les yeux sur certains agissements que l'on ne doit pas laisser passer.

2 Quels types d'agissements ?

Le non respect du Code de la route, entre autres. Les gens roulent n'importe comment et il ne se passe rien pour les en dissuader.

3 Il y a d'autres actes d'incivisme qui ont été relevés. À quoi cela est-il dû selon vous ?

Nous pensons que l'État laisse faire trop souvent. Il faut punir tous ceux qui ne respectent pas les lois et les mesures de sécurité. Nous avons vu à quoi cela aboutit quand on ne respecte pas les règles. Des personnes meurent. Les autorités doivent sévir et faire des contrevenants des exemples, afin de dissuader tous les autres. ■

MESURES DE SÉCURITÉ : QUE VAUT LE SUIVI ?

La mise en application des politiques de protection civile a souvent eu pour principaux obstacles les personnes qu'elles sont censées protéger. En Côte d'Ivoire, la coercition ne venant qu'en tout dernier recours, le respect des mesures doit être assuré par la sensibilisation, mais surtout par le suivi. Un suivi qui n'est pas toujours au rendez-vous.

RAPHAËL TANOÛ



Le suivi des mesures sanitaires est difficile à faire respecter en Afrique.

Sensibiliser, ensuite sanctionner. C'est le modus operandi dans l'application des mesures de sécurité partout. En Côte d'Ivoire, on ne déroge pas à la règle. Pendant cette période de coronavirus, notamment, les autorités font feu de tout bois afin de porter le message, même aux confins du pays. L'un des éléments qui

va de pair avec cette opération est forcément le respect des mesures, assuré par un suivi.

Répression « Je pense qu'au début les gens respectaient les mesures parce que l'État déployait les forces de sécurité pour que ce soit le cas. Les problèmes arrivent après, quand il y a un relâchement », explique

Marius Comoé, Président de la Fédération des associations des consommateurs actifs de Côte d'Ivoire (FACACI). L'explication à cela, pour lui, c'est le coût du maintien de la force publique dans les rues. S'agissant des véhicules de transport en commun, qui ne respectent pas le nombre de passagers autorisés en cette période de pandé-

mie, à l'entendre, il faudrait un déploiement plus conséquent des éléments des forces de l'ordre sur les voies. En même temps, la réalité des moyens dont dispose l'État constitue un frein. « En plus du suivi, il faut sévir. Par exemple, on ne peut valablement pas surveiller toutes les boîtes de nuit et bars à Abidjan, vu leur nombre et étendue. Dans ce cadre-là, c'est la sanction qui prime », note-t-il. Avant la crise sanitaire, le manque de suivi dans la prise des mesures s'était déjà illustré dans de nombreux domaines. « Il faut maintenir une atmosphère permanente de contrôle. Dès que les gens sentent qu'on lève le pied, il y a un laisser-aller qui s'installe », fait savoir Me Yacouba Doumbia, président du Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH). Ce qui s'est illustré notamment pendant les opérations de déguerpissement des zones à risques en saison pluvieuse, lors de l'assainissement des axes routiers, au cours de la campagne de lutte contre les médicaments de la rue, dans la lutte contre les vendeurs ambulants. Parfois, le suivi d'une opération de sécurité ou d'assainissement peut s'avérer plus coûteux que l'opération elle-même. Comme l'a démontré le déguerpissement du boulevard Nangui Abrogoua. « Mais, sans suivi, on n'aboutit à rien », conclut M. Comoé. ■

LE DÉBAT

L'Etat fait-il respecter assez les mesures de sécurité ?



CHARLES KISITO CHARLES
ÉTUDIANT

Oui, je crois que l'Etat fait beaucoup d'efforts pour faire respecter les mesures de sécurité. On l'a notamment vu pendant cette période de coronavirus. Les autorités ont veillé à ce que le Grand Abidjan soit isolé, cela a été fait. La fermeture des mosquées, des restaurants, a également été surveillée de près et cela a été respecté. Les policiers ont été déployés partout dans le pays pour veiller au respect des mesures. Avant le coronavirus, il est vrai que certaines mesures n'étaient pas suivies correctement, mais même dans des pays développés cela arrive. Vu les moyens dont nous disposons, je crois que la Côte d'Ivoire ne s'en sort pas mal.

← POUR

CONTRE →

KINDO OSSEINI
COMMUNICATEUR



Je pense que l'Etat n'arrive pas à faire respecter correctement les mesures et les lois qu'il prend. La preuve, ce sont les transgressions que nous constatons dans l'application de nombreuses mesures, comme l'interdiction de fumer dans les espaces publics, de téléphoner au volant. Pendant cette période de coronavirus, on sait que beaucoup d'ivoiriens violaient le couvre-feu. Avant leur autorisation, dans certains quartiers, certains maquis avaient ouverts. Sur nos routes, les gens roulent comme il leur plaît, parce qu'il y a le racket. L'incivisme est presque devenue une seconde nature pour les ivoiriens car en face, il n'y presque pas de répression. Cela dénote d'une faiblesse de notre administration en général.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



 [pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)

 [PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

www.pointfocal-mag.com

 focal

PDCI - RDA : BÉDIÉ CANDIDAT UNIQUE

Plus de doute. Henri Konan Bédié sera le 12 juin désigné candidat du PDCI pour l'élection présidentielle d'octobre 2020. La convention devrait se tenir avec un nombre limité de délégués, dont les propositions seront enregistrées par le Comité d'organisation.

YVANN AFDAL



Henri Kona Bédié (86) espère prendre sa revanche sur l'histoire.

Les préparatifs pour la convention du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), censée désigner le candidat de ce parti à l'élection présidentielle d'octobre

le 12 juin. En lieu et place d'une fête populaire, le PDCI pourrait se contenter d'une organisation avec moins de 200 personnes.

Consensus contrairement

« Complètement confiné depuis le début de la crise sanitaire, Henri Konan Bédié peaufine sa stratégie de reconquête du pouvoir. »

prochain vont bon train. Si le Comité d'organisation est à pied d'œuvre pour les derniers réglages, il espère ne pas être contraint de reporter la date de la rencontre, initialement prévue

à leurs intentions de départ, Jean-Louis Billon, Thierry Tanoh et, à un degré moindre, Bertin Kouadio Konan devraient s'aligner sur le choix du parti. S'ils n'avaient pas mis dans

la balance la candidature de Bédié, ils ont fini par se plier à sa volonté. Ils devraient s'engager à respecter le choix du parti et à travailler pour sa victoire. Certains, comme Bertin Kouadio Konan, sont déjà en campagne pour cette candidature et d'autres rongent encore leur frein, pris au piège. Principal argument de campagne, la candidature de Bédié est la « moins conflictuelle et la plus fédératrice » dans le contexte actuel. Complètement confiné depuis le début de la crise sanitaire, Henri Konan Bédié peaufine sa stratégie de reconquête du pouvoir et ne souhaite pas voir ses partisans divisés. Pour y arriver, en plus de neutraliser toutes velléités de candidature ou de dissidence qui pourraient lui faire perdre des voix, les délégués ont été mis à forte contribution. « Les délégués feront parvenir leur propositions au Comité d'organisation, et ce travail est déjà en cours, après consultation de leur base », révèle un membre du bureau politique. Ces derniers devraient suivre par vidéoconférence la convention et déclencher aussitôt la précampagne, avec l'opération d'enrôlement sur la liste électorale prévue du 10 au 25 juin. Alors que la stratégie du Rassemblement des Houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP), parti au pouvoir, est de mobiliser ses partisans pour une victoire au premier tour, le PDCI mise sur un scrutin à deux tours, avec un appel au ralliement des sympathisants de Laurent Gbagbo. Le parti étant convaincu d'obtenir une bonne place en cas de second tour. ■

EN BREF

LE RHDP : POUR UN SCRUTIN À UN TOUR

Le Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP) ne veut pas de surprise désagréable au soir du 31 octobre. Pour ce parti, la victoire de son candidat au premier tour s'impose, s'il veut conserver le pouvoir. « L'objectif est de gagner au premier tour, c'est à dire faire un coup K.O » aime lancer son directeur exécutif, Adama Bictogo. Selon ce dernier, ce parti a un bon maillage du territoire national et compte profiter de l'opération de révision de la liste électorale pour parfaire sa préparation. C'est d'ailleurs l'objectif principal des rencontres que la direction exécutive pilotée par Adama Bictogo organise du 26 au 28 mai des rencontres avec les coordinateurs des différentes régions. La bataille autour de la révision de la liste électorale pourrait annoncer les couleurs de ce que sera la campagne présidentielle. Tous les partis se sont engagés dans le processus et nul ne veut laisser ses militants en marge des actions pour la présidentielle. Le RHDP reste néanmoins dans l'attente du retour de son candidat en France depuis le 3 mai pour des questions de santé. Il devrait regagner Abidjan avant la fin de la première semaine de juin pour préparer son investiture prévue début juillet mais soumis au calendrier de la crise sanitaire du coronavirus. ■

ÉRIC DIOMANDÉ

Liste électorale EDS de retour dans le jeu ?

Fonctionnant officiellement sous l'appellation Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS), la branche du Front populaire ivoirien (FPI) restée fidèle à Laurent Gbagbo multiplie les actions en vue de sa participation à l'élection présidentielle d'octobre 2020. La direction du parti, qui avait récusé toute initiative visant à participer à la présidentielle d'octobre

prochain si les choses ne changeaient pas, semble avoir pris une autre décision et ne compte plus rester en marge du processus électoral, après des mois de boycott. Depuis quelques jours, Assoa Adou, tête de file de cette branche, bat le rappel de ses troupes. 206 délégations sillonnent à partir du 5 juin prochain le territoire ivoirien en vue de mobiliser les militants et électeurs pour

l'acquisition des documents administratifs qui leur permettront de s'inscrire sur la liste électorale. Un changement de cap qui intervient dans un contexte où cette tendance qui, malgré plusieurs rencontres, n'arrive pas à recoller les morceaux avec Pascal Affi N'Guessan, Président du FPI, espère un deal en cas de second tour avec le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). En dépit

de la mobilisation des bases, cette branche n'a pas encore de poulain. La candidature de Laurent Gbagbo étant hypothéquée par un procès à la Haye et une condamnation par la justice ivoirienne, elle est à la recherche d'une nouvelle identité et pourrait tout remettre tout en cause en cas de non candidature de son chef historique. Ce qui pourrait changer la donne chez les alliés et les adversaires. ■



MABRI - FLINDÉ

Le match

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ

Voici environ cinq ans que les deux personnalités, membres du RHDP, luttent pour des postes ministériels et le contrôle de la zone ouest du pays pour le compte du parti. Transfuges de l'UDPCI, ils se sont engagés dans une bataille sans merci.

Albert Mabri Toikeusse et Albert Flindé ont pourtant fait ensemble les beaux jours de l'Union pour la démocratie et la paix (UDPCI). Le Dr Albert Flindé était alors à la tête du ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle et Albert Mabri Toikeusse à la tête de celui du Plan. Mais quand Flindé perd son poste au sein du gouvernement, il en veut à Mabri. Selon ce dernier, le président de l'UDPCI aurait préféré un poste de ministre d'État plutôt que deux ministres dans le gouvernement. S'ouvre ainsi une période de traversée du désert pour Flindé, qui n'obtiendra le salut que grâce à une nomination en qualité de conseiller du Président de la République.

Dos à dos Depuis, les relations entre ces deux personnalités de la région de l'ouest montagneux connaissent des difficultés. Quand advient le choix d'Amadou Gon Coulibaly comme candidat du RHDP, et face aux réserves de Mabri, Flindé, jusqu'alors Vice-président des instances de l'UDPCI, y voit une occasion de se remettre en selle. Il multiplie à cet effet les sorties au nom de l'UDPCI et ne manque aucune occasion de s'en prendre à Mabri. Ce dernier, qui n'apprécie guère le zèle d'un haut cadre de son parti, décide de lui régler son compte. Il l'accuse de « violation de la discipline du parti » et l'exclut. En pleine crise au sein du RHDP et de l'UDPCI et entre les deux partis, Mabri Toikeusse perd son poste ministériel et Flindé en retrouve un au sein de l'équipe gouvernementale. Une sorte de revanche sur l'histoire pour ce dernier. Si Mabri est toujours Vice-président du RHDP, après en avoir rejoint les rangs, il a perdu son poste de coordinateur de la région de Man au profit de Blaise Siki Blon, avec lequel il avait également coupé les ponts depuis belle lurette. Les hésitations de Mabri Toikeusse à soutenir la candidature d'Amadou Gon Coulibaly semblent avoir réduit son influence sur ses hommes. Dans le cercle restreint de Flindé, l'on se réjouit de la descente aux enfers de Mabri. Sauf qu'en sa qualité de politicien patient et calculateur il pourrait rebondir. « De tous les cadres de l'ouest, il est celui qui plus de cote et le plus proche des électeurs. Cela devrait suffire pour lui permettre de garder le leadership sur la région », tranche l'un de ses proches. ■

www.jda.ci
Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

Les 5000 Business
Pour mon entreprise, je ne vois aucune limite

UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËTISTE

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

1^{er} HEBDO GRATUIT
EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

BAD : AKINWUMI ADESINA TOUJOURS SOUS PRESSION

Les conclusions du comité d'éthique qui avaient blanchi le Président de la BAD (Banque africaine de développement), Akinwumi Adesina, ne convainquent pas tout le monde. En tout cas pas les USA, qui estiment qu'il y a des raisons d'émettre des réserves.

YVANN AFDAL



Akinwumi Adesin pourra-t-il être réélu ?

Le secrétaire d'État américain au Trésor, Steven Munchin, n'a pas manqué d'interpeller directement la ministre ivoirienne du Plan et développement, Kaba Nialé, par ailleurs Présidente du Conseil des gouverneurs, en lui indiquant qu'il existait de « profondes réserves quant à l'intégrité du processus du comité ». Pour lui, il faudra ouvrir une « enquête approfondie » sur les allégations, en utilisant les services d'un enquêteur extérieur indépendant « de haut niveau professionnel ». L'intervention des États-Unis dans ce dossier se justifie par leur statut d'actionnaires

de l'institution, avec une participation de 6,6% dans son capital.

Craintes « Nous craignons que le rejet massif de toutes les allégations sans enquêtes appropriées ne ternisse la réputation de cette institution comme ne respectant pas des normes élevées d'éthique et de gouvernance. Il s'agit d'un risque sérieux lorsque nous voulons que la BAD joue un rôle influent dans la crise économique et sanitaire mondiale actuelle », peut-on lire dans la lettre du secrétaire d'État américain. Ce dernier estime par

ailleurs que toute dissimulation de faits de cette nature risque de ternir l'image de la Banque africaine de développement et jouera contre son influence à l'avenir. La BAD se défend toutefois, en affirmant que cette déclaration « est inexacte et non fondée sur des faits ». « Elle met en cause l'intégrité de la BAD, sape ses systèmes de gouvernance et insinue à tort que l'institution fonctionne selon des normes différentes de la Banque mondiale », se défendent ses autorités. Deuxième actionnaire de la BAD, derrière le Nigeria, et premier bailleur de fonds du guichet du Fonds africain de développement (FAD), qui sert 44 pays africains non éligibles au guichet central de la banque, l'Amérique a une voix qui compte, surtout auprès des membres non régionaux (les pays nordiques actionnaires de la banque partagent son point de vue sur ce dossier délicat). L'Assemblée générale, dont la prochaine réunion est prévue fin août, promet d'être explosive et pourrait mettre à mal la candidature Akinwumi Adesina. Même s'il est soutenu par la majorité des pays africains, sa réélection est de plus en plus compromise. ■

EN BREF

CACAO : LA CÔTE D'IVOIRE ET LE GHANA REFUSENT DE VALIDER LE RAPPORT AMÉRICAIN

La Côte d'Ivoire a déclaré hier qu'elle refuserait de valider le rapport américain sur le travail des enfants dans les filières cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana qui doit être publié le 29 juin prochain. Il s'agit de la troisième enquête menée par les Américains sur cette problématique de la prévalence du travail des enfants dans les zones productrices de cacao des deux premiers producteurs mondiaux de la fève. Selon le projet de rapport dont l'agence Reuters avait eu connaissance début avril, plus de 2 millions d'enfants travaillaient dans la filière durant la campagne 2018/2019, soit plus qu'en 2010. La part des enfants de familles impliquées dans la production de cacao et qui tombe sous le joug du « travail des enfants » serait passée de 44% en 2013/14 lors de la dernière enquête menée à 46% en 2018/19. La part travaillant dans des conditions dangereuses, notamment en manipulant des outils dangereux, demeurerait stable à 42%. Le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS), présidé par Dominique Ouattara, a indiqué que son pays « ne peut approuver l'enquête 2018/19 dans sa version actuelle, qui comporte des failles. » ■

Agriculture Un plan de soutien immédiat de 150 milliards

Si fin mars 2020 le gouvernement ivoirien a annoncé des mesures de soutien d'un montant de 300 milliards en faveur de l'agriculture, dans le cadre de son plan de riposte face à la pandémie de la Covid-19, il a décidé il y a quelques jours de dégager un soutien immédiat de 150,8 milliards de francs CFA. Cette enveloppe verra l'État de Côte d'Ivoire

contribuer à hauteur de 130 milliards de francs CFA. Le solde sera financé par les partenaires techniques et financiers. La filière anacarde obtiendra une subvention de 35 milliards de francs CFA pour lui permettre d'assurer un prix au producteur de 400 francs CFA le kilo bord champ, au regard du prix du marché international. La filière coton aura 5,56 milliards

de francs CFA, celle de l'hévéa 24,98 milliards et la filière palmier à huile, 3,5 milliards de francs CFA. Pour les filières fruitières, 10,5 milliards de francs CFA seront prévus ainsi que 12 milliards de francs CFA pour la filière rizicole. Le secteur du vivrier obtiendra une subvention de 16,82 milliards. Pour les producteurs de maïs, manioc, bananes plantains,

légumes et les maraîchers, s'ajouteront 4,4 milliards de francs CFA, pour la mise sur le marché de leurs produits. L'élevage et la pêche seront aussi secourus, avec 1,5 milliard de francs CFA pour la filière porcine, l'élevage des lapins et la production de miel, tandis que 2,56 milliards de francs CFA iront à la filière pêche artisanale et aquaculture. ■

ANTHONY NIAMKE

Éric Kakou Le plus Rwandais des Ivoiriens

Nommé le 18 mai par le Président rwandais Paul Kagame, l'Ivoirien Éric Kakou est désormais membre du Conseil d'administration du Rwanda development board (RDB). Une reconnaissance pour cet économiste chevronné, acteur de l'entrepreneuriat africain.

ANTHONY NIAMKE

Au Rwanda, le Conseil des ministres du lundi 18 mai a procédé à la nomination de nouveaux membres du Conseil d'administration du Rwanda development board (RDB), la cheville ouvrière du miracle économique rwandais. Il a permis au pays de devenir un hub régional et beaucoup d'États africains tentent de s'en inspirer. Parmi eux, l'Ivoirien Éric Kakou, Directeur général d'Entrepreneurial solutions partners (ESP), un cabinet de conseil spécialisé dans les questions de développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat en Afrique de l'Ouest. Éric Kakou, économiste, a une très belle expérience avec le Rwanda, puisqu'entre 2000 et 2002 il a collaboré avec son ministère du tourisme

dans l'objectif de reconstruire l'économie de ce pays.

Reconnaissance xSi Éric Kakou y est parvenu, c'est aussi son background qui a milité en sa faveur pour cette nomination. Au cours des dix dernières années, celui qui est diplômé de Harvard a été le conseiller de plusieurs Présidents directeurs généraux et dirigeants dans plus d'une douzaine de pays en développement en Afrique et dans les Caraïbes. Directeur général du groupe OTF, une société de conseil en compétitivité axée sur les marchés émergents et expert en reconstruction économique post-conflit, il a dirigé le Programme national rwandais d'innovation et de compétitivité, une initiative



Éric Kakou est fier de porter les couleurs ivoiriennes au Rwanda.

du Président Paul Kagame pour moderniser l'économie du Rwanda. Éric Kakou a également cofondé l'Académie du leadership en matière de compétitivité et de prospérité (ALCP), pour former les jeunes dirigeants rwandais à maîtriser le programme de développement de leur pays. Il a également piloté le plan gouvernemen-

tal Rwanda national innovation and competitiveness program (PNIC), une initiative qui a contribué à revitaliser l'économie du pays en stimulant les exportations et l'esprit d'entreprise. Installé dans ce pays de l'Afrique de l'Est depuis plus de 15 ans, le natif d'Abidjan est un artisan incontesté de l'émergence du Rwanda. ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE
le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

RÉOUVERTURE DES CLASSES : DES PARENTS INQUIETS

Dans cet entretien, Claude Kadio Aka, Président de l'organisation des parents d'élèves et d'étudiants de Côte d'Ivoire (OPEECI), revient sur les mesures sanitaires prises pour l'école.

RAPHAËL TANO



Kadio Claude demande plus de mesures sanitaires à l'école.

Après l'intérieur du pays, les écoles à Abidjan sont ouvertes. Soutenez-vous cette décision ?

Le gouvernement a promis mettre tout à la disposition de l'école, mais ce n'est pas ce que nous constatons. D'abord, le fait de laisser partir les enseignants à l'intérieur sans contrôle pose problème. Certains ont fait des tests et sans même attendre les résultats ils sont partis dans des villes de l'intérieur. Lorsqu'on a constaté que certains tests étaient positifs, il a fallu demander aux concernés de revenir à Abidjan, mais, en attendant, ils ont été en contact avec d'autres personnes. Tout cela ne nous rassure pas. À ce

niveau, il y a eu de nombreux dysfonctionnements.

Avant la reprise des cours à Abidjan, fallait-il faire passer des tests aux élèves, ensei-

gnants et personnels administratifs ?

« Les parents préfèrent leurs enfants vivants, plutôt que d'en faire des intellectuels qui passent de vie à trépas. »

Oui. Les enseignants, les encadreurs, les élèves doivent être protégés en cette période. On a ouvert les classes alors que toutes les conditions n'étaient pas réunies. Dans de nombreuses écoles, les élèves n'ont pas de masques. Les mesures

de distanciation ne sont pas respectées. Les élèves se baladent bras dessus, bras dessous. Et il n'y a pas assez de seaux d'eau pour se laver les mains.

Que proposez-vous ?

Pour commencer, nous demandons que les autorités mettent en vacances les élèves des classes intermédiaires. Voyez les élèves du primaire auxquels on demande de porter des masques: ils ne savent même pas ce que c'est qu'un cache-nez. Ils le portent parce qu'ils croient qu'on va les punir s'ils ne le font pas. La plupart n'en font pas un bon usage. Et donc, en fin de compte, le masque ne leur sert à rien. Toutes ces mesures sont vaines.

Que faire pour l'année scolaire ?

Beaucoup de gens me demandent cela, mais je leur réponds la santé d'abord. Les parents préfèrent leurs enfants

vivants auprès d'eux, plutôt que de vouloir en faire des intellectuels qui passent de vie à trépas. Il faut maintenir les élèves des classes d'examen et laisser les autres aller en vacances, pour préserver la santé de milliers de personnes. Quitte à rattraper le reste des cours à la rentrée prochaine. ■

EN BREF

LUTTE LA COVID-19 : LE 9^È CENTRE DE DÉPISTAGE INAUGURÉ À ATTÉCOUBÉ

Le directeur de cabinet adjoint du ministre de la Santé et de l'Hygiène, Gona Soro a procédé, mardi 26 mai, à l'inauguration du 9^e Centre d'accueil Covid-19 situé dans la commune d'Attécoubé en présence du maire, Paulin Danho et du représentant de l'OMS, Dr Jean-Marie Vianny Yaméogo. Pour M. Soro, ce site de dépistage montre bien l'efficacité du plan de riposte contre la maladie à Coronavirus en Côte d'Ivoire. Il permet à la population en général et celle d'Attécoubé en particulier de se faire dépister et d'être prise en charge. Le représentant du ministre de la Santé a saisi l'occasion pour remercier le maire de la commune d'avoir accepté d'abriter cet espace et surtout la fondation Didier Drogba qui a permis que ce box Covid dans le grand Abidjan soit installé sur ses bases.

INCIVISME : LA POLICE NATIONALE MET EN GARDE LES TENANCIERS ET CLIENTS DE BARS ET BOÎTES DE NUIT

Le porte-parole de la police nationale, le commissaire principal, Charlemagne Bleu, a interpellé mardi 26 mai, les tenanciers, propriétaires de bars et boîtes de nuit "véreux" et ceux qui sont tentés de les fréquenter que la répression se poursuit par des interpellations et la comparution devant les tribunaux. « Nous voudrions indiquer aux tenanciers et/ou propriétaires de bars et boîtes de nuit véreux qui continuent d'exercer illégalement, que la répression dans ce cadre se poursuit par des interpellations de contrevenants et leur présentation devant les tribunaux compétents aux fins de droit. Aussi interpellons-nous, tous ceux ou celles qui seraient tentés de fréquenter ces débits clandestins de boissons, de s'en détourner afin d'éviter à la nation des scènes inqualifiables telles celle de ce week-end », a dit M. Bleu. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

NIAKARA : CERTAINS ACTEURS DU SECTEUR ÉDUCATIF MÉFIANTS DE LEURS COLLÈGUES RENTRÉS D'ABIDJAN

Des membres du personnel de l'administration scolaire et des enseignants ainsi que des élèves des établissements scolaires du primaire et du secondaire de Niakara (région du Hambol) et des parents d'élèves, disent éprouver désormais une crainte à l'égard des acteurs du système éducatif, entrés récemment d'Abidjan. « Je les évite parce qu'on ne sait vraiment pas parmi nos collègues et élèves venus récemment d'Abidjan, qui est sain ou qui ne l'est pas, et l'administration ne leur demande pas de rester chez eux jusqu'à quatorze jours au moins », s'est étonné, mardi 26 mai, un enseignant du lycée municipal de Niakara. D'autres membres du personnel administratif et enseignants des établissements scolaires du primaire et du secondaire du département, estiment que les cas confirmés de personnes atteintes de la Covid-19, qu'enregistre le secteur éducatif à l'intérieur du pays, devait contraindre les responsables locaux à prendre une décision de circonstance. ■

VENEZUELA : NOUVEAU THÉÂTRE DES TENSIONS ENTRE L'IRAN ET LES USA ?

Tête de pont d'une flotte composée de cinq navires, un premier pétrolier iranien a accosté le week-end dernier dans un port vénézuélien. Au total, l'Iran pourrait livrer ainsi 1,5 million de tonnes d'essence au pays dirigé par Nicolas Maduro.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le pétrole du Venezuela est l'objet de convoitise.

Escorté sur la fin de son parcours par des navires militaires vénézuéliens, le pétrolier iranien Fortune est arrivé le 24 mai dans l'État de Carabobo, à l'ouest de Caracas, pour approvisionner le pays. Quatre autres navires sont en route. Cette flotte transporterait quelque 1,5 million de barils de carburants de types variables, selon les informations parues dans la presse spécialisée que cite le site La Croix. Membre fondateur de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui regroupe les États dotés des plus grandes réserves d'or noir de la planète, le pays de la révolution bolivarienne

est aujourd'hui en panne sèche, au point de devoir importer du carburant. Il est confronté depuis plusieurs années à des pénuries d'essence, qui se sont aggravées fortement ces derniers mois. Des témoins cités par plusieurs médias étrangers font état de files d'attente de plusieurs heures aux stations-service pour faire le plein, un maximum de 30 litres. L'Iran envoie également les produits chimiques pour raffiner le pétrole vénézuélien. À cause des sanctions américaines qui interdisent l'envoi de produits pour transformer le pétrole brut, la raffinerie de El Palito ne tourne qu'à 10% de sa capaci-

té. Le Venezuela et l'Iran sont sous le coup de sanctions économiques américaines qui frappent leurs industries pétrolières.

Quelle réaction de Washington ? Le 25 mai, seul John Bolton, ex-conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, avait réagi, dénonçant une action « dangereuse pour les États-Unis et pour les nations sud-américaines ». Ces livraisons de carburant se passent sous le nez des forces américaines qui depuis mars 2020 mènent des opérations pour combattre le trafic de drogue dans les Caraïbes. Il n'est pas exclu que les pétroliers iraniens soient interpellés par les Américains, selon des observateurs, ce qui contribuera à envenimer davantage les tensions entre les deux pays. L'Iran a d'ailleurs mis en garde contre des « conséquences » si les États-Unis empêchaient la livraison de ses produits pétroliers au Venezuela. Aucune réaction officielle des États-Unis pour l'heure, mais l'amiral Craig Faller, qui dirige le commandement Sud, dans les Caraïbes, a déclaré que Washington suivait « avec inquiétude » les actions de l'Iran concernant le Venezuela. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ARABIE SAOUDITE : FIN DU COUVRE-FEU LE 21 JUIN

L'Arabie saoudite mettra fin au couvre-feu à partir du 21 juin, sauf dans la ville sainte de La Mecque, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur, après plus de deux mois de restrictions pour lutter contre le nouveau coronavirus. Les prières pourront reprendre dans toutes les mosquées, en dehors de La Mecque, à partir du 31 mai, précisent les décisions publiées par l'agence officielle SPA. L'Arabie saoudite, pays le plus affecté par la pandémie dans le Golfe, a imposé un couvre-feu total de cinq jours dans tout le pays pendant l'Aïd el-Fitr. Le ministère saoudien de l'Intérieur a également annoncé le maintien de la suspension du petit pèlerinage à La Mecque (Omra), qui se pratique toute l'année, décidé en mars. Les autorités n'ont pas encore annoncé si elles comptaient ou pas annuler le Hajj, le grand pèlerinage, l'un des cinq piliers de l'Islam, prévu à partir de fin juillet. Mais elles ont incité les Musulmans à suspendre leurs préparatifs pour ce pèlerinage, qui a attiré plus de 2,5 millions de personnes en 2019. ■

Maurice Chagos, enfin le dénouement

Il y a un an tout juste, le 23 mai 2019, une majorité de pays (116 contre 6), lors de l'Assemblée générale de l'ONU, avaient pressé le Royaume-Uni de rétrocéder sous six mois à l'île Maurice l'archipel des Chagos, qui abrite une base britannico-américaine stratégique. L'archipel des Chagos deviendra donc partie intégrante du territoire mauricien et non du Royaume-Uni, selon la nouvelle carte du monde officielle des Nations Unies. Pravid Jugnauth, le Premier ministre de l'île Maurice, est intervenu à la télévision nationale, en début de soirée, le 25 mai 2020, pour en parler. Lors de cette allocution, le chef du gouvernement a précisé : « la nouvelle carte

confirme sans aucun doute la souveraineté de la République de Maurice sur l'archipel des Chagos ». Il a demandé à Google, Apple et à World Atlas de rectifier leurs cartes du monde en se conformant à la décision de l'ONU. En 1971, les Chagossiens, qui n'ont jamais été consultés sur l'avenir de leurs terres, ont été exilés par la Grande-Bretagne pour permettre aux États-Unis d'installer une base militaire à Diego-Garcia. Cette île est devenue célèbre au moment des guerres du Golfe de 1991 et 2003. C'est de là que décollaient les bombardiers destinés à soutenir les troupes de la coalition engagées au sol. ■

B.S.H.

Y.A

LIGA ESPAGNOLE : RETOUR DES VESTIAIRES LE 12 JUIN

Les autorités espagnoles ont autorisé la reprise du championnat à partir du 8 juin prochain. Reste désormais aux clubs et la Ligue de se mettre d'accord pour fixer une date qui pourrait être mis au 12 juin 2020.

ANTHONY NIAMKE



La Liga espagnole va repartir de plus belle avec de belles rencontres. Le tennis.

Si la crise sanitaire du Coronavirus est loin d'être jugulée, le monde entier essaie tout doucement de se remettre et penser à une reprise progressive des activités. Au niveau du football, les choses aussi essaie de se remettre en place tout doucement. La Bundesliga (Ligue allemande de football) a donné l'exemple de cette reprise progressive du football européen avec la

reprise de son championnat, il y a de cela quelques semaines. La Liga espagnole sera sans doute le deuxième championnat majeur qui retournera sur les pelouses dans les jours à venir. Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez a donné son feu vert pour la reprise de ce championnat dès le 8 juin prochain. Mais pour le président de la ligue espagnole de football, Javier Tebas,

le championnat pourrait redémarrer quatre jours plus tard, soit le 12 juin 2020.

Retour sur la pelouse avant même la prise de cette décision gouvernementale, les clubs avaient entamé depuis le mois de mai des séances d'entraînement dans le respect des mesures barrières et avec comme stratégie, le dépistage des joueurs et du staff tout entier. Après plusieurs entraînements individuels, les joueurs prennent désormais place à des séances collectives. Pour la Liga Santander, il reste onze journées à disputer et le FC Barcelone est en tête du championnat avec deux points d'avance sur son éternel rival, le Real Madrid FC. Pour l'Atlético Madrid, mal en point et 6^e au classement, devra profiter de cette reprise pour se refaire une santé au niveau du jeu et espérer se qualifier pour la prochaine Ligue des champions. Après la Liga espagnole, la Premier Ligue anglaise pourrait elle aussi suivre la danse. Le patron de cette ligue, Richard Masters qui espérait son projet dénommé « Project Restart », reprendre les matchs à partir du 12 juin. Mais la date du 19 juin a cependant été évoquée. Et les 20 clubs de ce championnat ont déjà repris il y a quelques les entraînements. La planète foot pourra donc reprendre mais sera privé pour bien longtemps de spectateurs. ■

Naomi Osaka devient la sportive la mieux payée de l'histoire



Naomi Osaka se dit prête à relever de nouveaux défis dans le tennis.

Avec 37,4 millions de dollars (Prize money et revenus de sponsoring), la tenniswoman japonaise Naomi Osaka a été la sportive la mieux payée en 2019. Selon le classement établi par Forbes, l'athlète de 23 ans devance de 1,4 million Serena Williams, qui, depuis quatre années, occupait le sommet du classement. Et elle bat le record de la Russe Maria Sharapova, quintuple gagnante du Grand Chelem, retraitée de-

puis février, qui a empoché 29,7 millions de dollars en 2015. « Pour les personnes en dehors du tennis, Osaka est un visage assez nouveau, avec une belle histoire », dit David Carter, professeur en business du sport à l'université de Caroline du Sud. Lauréate de l'US Open 2018 et de l'Open d'Australie 2019, Osaka occupe la 29^e place du classement des 100 sportifs les mieux payés. Serena Williams, 33^eme, est l'autre femme de la liste. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

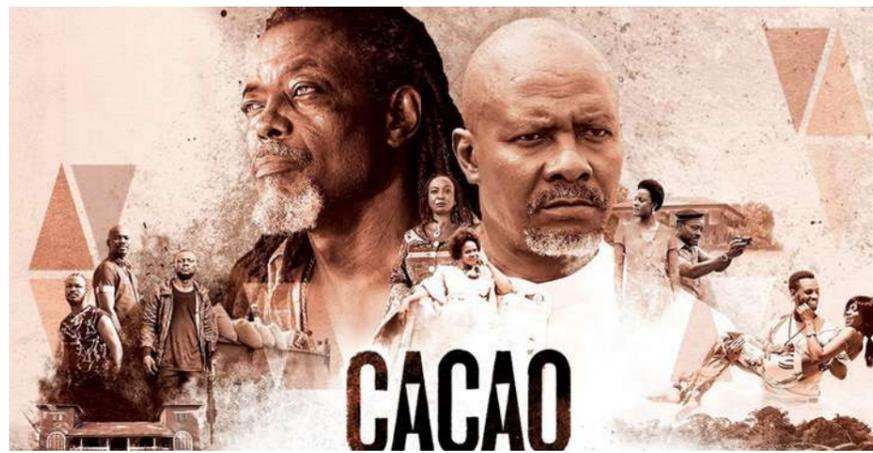
Comme le week-end dernier, la jeune pépite du Bayer Leverkusen, Kai Havertz a inscrit un nouveau doublé (7^e et 58^e minutes) permettant aux Werkself de s'offrir une place provisoire sur le podium de Bundesliga (1-3). Il compte donc neuf but à son compteur pour cette saison

Le tennisman Nikoloz Basilashvili (27^e mondial) a été arrêté dimanche 24 mai à par le bureau du procureur général de Géorgie. Il est accusé d'avoir agressé physiquement son ex-femme, devant un enfant. Il risque une à trois années d'emprisonnement.

CACAO : UNE SÉRIE QUI PROMET L'OR BRUN IVOIRIEN

Cacao, c'est le titre de la nouvelle série que pourront découvrir les Ivoiriens sur la chaîne Canal+ à partir du 15 juin. Une production qui met en relief la guerre entre deux puissantes familles pour le contrôle de l'or brun. Cette fiction porte la marque de l'Ivoirien Alex Ogou, déjà réalisateur de la série à succès Invisibles.

ANTHONY NIAMKE



«Cacao» promet de tenir en haleine les téléspectateurs ivoiriens après le succès de la série «Invisibles».

Le succès de ce pays repose sur l'agriculture, disait le père de la Nation ivoirienne, feu le Président Félix Houphouët-Boigny. Parmi les nombreuses choses que les terres ivoiriennes produisent, le cacao est celle qui a offert, continue d'offrir et offrira toujours des lauriers à la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de fèves, avec près de deux millions de tonnes chaque année. Cette culture est la cheville ouvrière de l'économie du pays. C'est sur cette actualité glorieuse que le réalisateur Alex Ogou a basé l'histoire

de sa nouvelle production, Cacao, qui valorise cette richesse ivoirienne mais décrit également l'envers du décor de cette industrie, sur fond de querelles familiales, de rivalités et de passions amoureuses. Les amoureux de cinéma pourront à partir du 15 juin découvrir cette série sur les chaînes du groupe Canal+.

Le cacao en fiction

Deux grandes familles rivales du cacao, les Desva et les Ahitey, se livrent une bataille sans merci pour le contrôle de la production

INFO PEOPLE

KOBE BRYANT : UNE BAGUE DU CHAMPION VENDUE AUX ENCHÈRES

Décédé le 26 janvier 2020 dans un accident d'hélicoptère, la star de la NBA Kobe Bryant est toujours dans les mémoires. Un de ses fans a acheté une réplique de sa bague de champion lors d'une vente aux enchères de la maison Goldin Auctions, spécialisée en articles collecteurs de sport. Le bijou s'est vendu 206 000 dollars et les enchères avaient débuté à 15 000. Bryant lui-même avait commandé cette bague, inspirée de celle remise par la NBA à l'issue de la saison 1999 - 2000, qu'il avait remportée avec les Lakers de Los Angeles, en deux exemplaires. Il les avait offerts à ses parents, qui avaient tenté de les vendre une première fois avec d'autres objets appartenant à leur fils.



INFO PEOPLE

DONALD TRUMP : SES ENFANTS SE DISPUTERAIENT SON HÉRITAGE

Les relations entre les enfants du Président américain Donald Trump ne sont pas au beau fixe, pour une question d'héritage. Donald Trump s'est marié à trois reprises et a cinq enfants. Ses aînés, Donald Trump Jr, Ivanka et Éric, sont nés de sa relation avec Ivana Zelnickova. Tiffany est née de son mariage avec Marla Maples. Et enfin, son union avec Melania Trump a donné naissance à Barron. Une grande famille pour un héritage conséquent, estimé à 2,1 milliards de dollars par Forbes. Mais, selon un tabloïd américain, Tiffany Trump ne serait pas certaine de pouvoir hériter de son père, car Donald Jr et Ivanka chercheraient à la faire exclure du testament. Trump père a-t-il entériné cette décision ?



et du négoce cacaoyer de la région de Coadji. À leur tête, deux chefs de clans sans scrupules : l'influent et riche Élie Desva, issu de l'aristocratie ivoirienne du cacao, et le brut et excessif self-made man Jean Ahitey. Contraint de rentrer au pays après la tentative d'assassinat dont ont été victimes ses parents, Anthony Desva est propulsé malgré lui à la tête de l'entreprise familiale. À nouveau confronté à ses racines, il va redécouvrir l'univers fascinant du cacao et le charme de sa meilleure protectrice Manuela Ahitey. Un affrontement impitoyable est donc engagé entre les deux familles. Il dévoilera aux téléspectateurs les rouages du monde méconnu du cacao en Afrique de l'Ouest. « Certaines personnes ignorent la culture du cacao, les réalités vécues par les producteurs et leur vie. Et cette série veut faire découvrir cet univers, qui est impitoyable », confie à JDA l'un des acteurs de la série, Kane Mahoula. Pour cette production, le réalisateur a pu faire confiance à une belle brochette d'acteurs ivoiriens, tant de l'ancienne que de la nouvelle génération, Fargass Assandé, Nacky Sy Savané, Ange Éric N'Guessan et aussi des acteurs étrangers, notamment Serge Abessolo (Gabon). ■

Journal d'Abidjan
L'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécretaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisi ta Couleur!

